



**PRÉFET  
DE LA VIENNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne  
20, rue de la Providence  
86000 Poitiers

Poitiers, le 28 janvier 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22 janvier 2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **Liot Châtelleraut**

ZI nord - Secteur Est - 14 allée d'Argenson -  
86100 Châtelleraut

Références : 2025 116 UbD 16-86 Env 86  
Code AIOT : 0007203159

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22 janvier 2025 dans l'établissement Liot Châtelleraut implanté ZI Nord Allée d'Argenson 86100 Châtelleraut. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection, inopinée, à pour but de contrôler le respect des prescriptions édictées dans l'arrêté préfectoral de mesure d'urgences du 10 décembre 2024 suite à l'explosion survenue sur ce site le 29 novembre 2024.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Liot Châtelleraut
- ZI Nord Allée d'Argenson 86100 Châtelleraut
- Code AIOT : 0007203159
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de Châtelleraut est une unité de production industrielle spécialisée dans le traitement des issues de céréales et la fabrication de base pour aliments du bétail ainsi que le siège social de la société.

### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à arrêté de mesures d'urgence

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Rapport d'accident	Arrêté Préfectoral du 10/12/2024, article 2	Demande d'action corrective	15 jours
2	Mesures immédiates conservatoires « gestion des déchets »	Arrêté Préfectoral du 10/12/2024, article 3	Amende	15 jours
3	Mesures immédiates conservatoires « identification des causes »	Arrêté Préfectoral du 10/12/2024, article 3	Amende	-
4	Mesures immédiates conservatoires « empoussièrément »	Arrêté Préfectoral du 10/12/2024, article 3	Amende	-
5	Reprise des activités	Arrêté Préfectoral du 10/12/2024, article 4	Amende	-

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site a connu un sinistre le 29 novembre 2024. Un arrêté de mesures d'urgence a été pris le 10 décembre dont les prescriptions s'échelonnent sur un mois et conditionnent la reprise d'activité du site.

Lors de l'inspection du 22 janvier 2025 il est constaté que certaines prescriptions de l'arrêté de mesures d'urgence du 10 décembre 2024 relatives au contrôle des réseaux enterrés, à l'identification des causes de l'accident et au niveau d'empoussièrément ne sont pas respectées.

En outre, l'exploitation du site (hormis le séchoir) a été constatée sans la transmission préalable des éléments listés à l'article 4 de l'arrêté de mesures d'urgence précité.

Une amende administrative est en conséquence proposée.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Rapport d'accident

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/12/2024, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, circonstances, chronologie et conséquences de l'accident
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>Dans les plus brefs délais, et en tout état de cause dans un délai n'excédant pas deux semaines, l'exploitant transmet au préfet et à l'Inspection des installations classées un premier rapport d'accident prévu à l'article R. 512-69 du code de l'environnement. Ce rapport précise, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les circonstances et la chronologie de l'accident ;</li> <li>• l'analyse détaillée des causes (par exemple de type arbre des causes) et des dysfonctionnements ayant conduit à cet accident, en veillant à exposer les arguments ayant conduit à écarter les hypothèses non retenues ;</li> <li>• les conséquences de l'accident et des effets sur les personnes et l'environnement ;</li> <li>• les mesures prises ou envisagées pour éviter le renouvellement d'un accident similaire et pour pallier les effets sur l'environnement et la santé des populations à moyen ou à long terme ;</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le 10 décembre 2024, l'exploitant a envoyé une fiche de notification d'accident, datée du 6 décembre 2024.</p> <p>Toutefois, elle apparaît particulièrement succincte et renvoie vers divers documents dont les contenus doivent être synthétisés et intégrés à cette fiche afin que cette dernière soit autoportante.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit consolider sous 15 jours cette fiche afin de respecter les attendus listés à l'article 2.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Délai : 15 jours</b></p>

## N° 2 : Mesures immédiates conservatoires

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/12/2024, article 3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion des déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu de procéder aux mesures suivantes à compter de la notification du présent arrêté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• dans les plus brefs délais, et en tout état de cause dans un délai n'excédant pas deux semaines : <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ à la couverture des résidus de combustion de façon à prévenir leur lessivage par les eaux météoriques jusqu'à l'évacuation des déchets ;</li> <li>◦ à l'évacuation des déchets (y compris les potentiels déchets amiantés, tôles bacacier, bardage en fibre composite, boues), des eaux d'extinction et des résidus de combustion dans des installations dûment autorisées. L'exploitant transmet à l'inspection la justification de cette élimination conforme ;</li> <li>◦ à la réalisation d'un contrôle des réseaux enterrés du site où les eaux d'extinction ont</li> </ul> </li> </ul>

<p>été contenues sur site pour s'assurer de l'intégrité et de l'étanchéité des portions concernées. Dans le cas où des inétanchéités / défauts d'intégrité seraient observées, des investigations environnementales des sols autour des zones étanches et non intègres devront être menées sous 1 mois sur des paramètres pertinents. Les rapports sont transmis à l'inspection et le cas échéant, l'exploitant propose la mise en place de mesures de gestion idoines en cas d'observation d'une pollution.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Sur le terrain, l'inspection constate que les déchets et les résidus de combustion ont été évacués.</p> <p>Néanmoins, aucun document justifiant le traitement des déchets dans des installations dûment autorisées ne peut être présenté par les salariés présents le jour de l'inspection.</p> <p>Dans l'après-midi, l'exploitant, envoie par mail :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les bons d'évacuation des eaux souillées / hydrocarburées par la société SARP (interventions les 11 et 13 décembre 2024) et les bordereaux de suivi correspondants (BSD) correspondants ;</li> <li>• Le bon d'expédition vers une installation de méthanisation de 8,8 t de « compost brûlé » le 16 janvier 2025 ;</li> <li>• Le bon de destruction, de 100 kg de déchets industriels banals (DIB), établi par la société LOSTIS le 24 décembre 2024 ;</li> <li>• Le bon d'intervention de maintenance de l'entreprise SATUJO, réalisée le 13 décembre 2024 (obturateurs pneumatiques pour le confinement des eaux d'extinction) ;</li> </ul> <p>Le contrôle des réseaux enterrés n'a pas été réalisé.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit réaliser sous 15 jours, un contrôle du réseau enterré ayant contenu les eaux d'extinction d'incendie, tel que dispose l'arrêté de mesures d'urgences.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Amende</p>
<p><b>Délai :</b> 15 jours</p>

### N° 3 : Mesures immédiates conservatoires

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/12/2024, article 3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Identification des causes</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu de procéder aux mesures suivantes à compter de la notification du présent arrêté :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• sous un mois :</li> </ul>

<p>- à une identification des causes profondes du sinistre ainsi que des mesures matérielles et organisationnelles complémentaires à mettre en place pour réduire l'occurrence des phénomènes dangereux et notamment l'émission de poussières ;</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courrier daté du 9 décembre 2024, l'exploitant avait considéré que l'explosion suivie d'incendie semblait résulter « d'un souffle de feu dans le couloir d'entrée de la réception à côté du local séchoir... ». Dans ce même courrier, l'exploitant estime « A la suite de ce souffle, un incendie s'est déclenché dans le local séchoir au niveau du cyclone ».</p> <p>L'exploitant souligne que la société SEDEMA :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- est intervenue plusieurs fois sur site afin de réaliser des travaux sur les installations électriques ;</li> <li>- a transmis un rapport concluant que le luminaire à proximité du local séchoir apparaît être à l'origine de l'accident et non le séchoir lui-même dont la partie interne (câblage et moteurs) ne semble pas avoir été l'objet d'un désordre.</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Les causes de l'accident ne sont pas clairement identifiées d'autant que la zone dans laquelle a eu lieu l'explosion n'est pas considérée comme zone explosive dans la demande d'autorisation d'exploiter complétée le 27 juin 2019.</p> <p>Dans les plus brefs délais, l'exploitant doit procéder à l'identification des causes profondes du sinistre et mettre en place toutes mesures matérielles et organisationnelles complémentaires pour éviter les phénomènes dangereux.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Amende</p>

#### N° 4 : Mesures immédiates conservatoires

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/12/2024, article 3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Empoussièrement</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu de procéder aux mesures suivantes à compter de la notification du présent arrêté :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• sous un mois : <ul style="list-style-type: none"> <li>[...]</li> <li>- au retour à la conformité de l'empoussièrement en s'assurant que partout la quantité de poussières n'est pas supérieure à 50 g/m<sup>2</sup> ou dans tous les cas pour limiter toute possibilité de former une ATEX (l'exploitant devra justifier du critère retenu) De plus, l'exploitant met en place une procédure de nettoyage périodique des installations pour maintenir le niveau d'empoussièrement le plus bas possible.</li> </ul> </li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p>

<p>Le jour de l'inspection, les installations sont très empoussiérées, dans le bâtiment de stockage mais également dans la tour de travail.</p> <p>Il est présenté un registre de nettoyage. Ce document met en évidence qu'il n'y a pas de consigne d'exploitation définissant les fréquences de nettoyage. Il apparaît que, le 22 janvier 2025, les étages de la tour de travail n'avaient pas été nettoyés depuis le 16 janvier 2025.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit mettre en œuvre une procédure afin que la quantité de poussières ne soit jamais supérieure à 50 g/m<sup>2</sup> afin d'éviter de former une zone ATEX.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Amende</p>

#### N° 5 : Reprise des activités

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/12/2024, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Reprise des activités</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice des dispositions de l'article 3 du présent arrêté, les activités encadrées par l'arrêté préfectoral du 29 juin 2021 susvisé peuvent reprendre, sous réserve de la transmission préalable :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• du plan de localisation des risques tel que prescrit à l'article 8 de l'arrêté du 22 octobre 2018 susvisé. Ce plan, mis à jour et complété par rapport aux zones identifiées dans l'étude de danger réalisée dans le cadre de la demande du 1<sup>er</sup> mars 2017 susvisée, prend en compte les installations de filtrations/aspiration réellement présentes et fonctionnelles sur le site ainsi que les niveaux d'empoussièrement réellement constatés sur le site ;</li> <li>• d'un document justifiant que dans les parties de l'installation recensées « atmosphères explosives » dans le plan précité, les installations électriques, mécaniques, gaz, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement ;</li> <li>• d'un rapport circonstancié démontrant que l'ensemble des non-conformités électriques susceptibles d'entraîner un risque d'incendie et d'explosion a bien été levé ;</li> <li>• de la justification de la mise en œuvre des opérations périodiques de dépoussiérages des installations pour ne pas créer d'atmosphère explosive.</li> </ul> <p>Avant mise en production des documents susmentionnés, l'exploitant transmet à l'inspection les éléments justifiant l'expérience et les compétences du prestataire sélectionné.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de l'inspection, le séchoir susceptible d'être à l'origine de l'explosion est toujours à l'arrêt. Le local n'a pas été remis en état.</p> <p>L'activité a cependant repris sur l'autre partie de l'installation <b>sans justificatifs permettant à l'inspection d'apprécier le retour à un état favorable à la reprise.</b></p> <p>En effet :</p>

- le plan de localisation des risques n'a pas été mis à jour. Ce plan mis à jour doit notamment permettre de revoir les parties de l'installation recensées comme "atmosphères explosives" ;
- le réseau électrique a fait l'objet d'interventions de maintenance par la société SEDEMA. Néanmoins, le dernier rapport de contrôle des installations électriques « Q 18 » transmis à l'inspection, établi le 3 décembre 2024 par la société DEKRA, conclut que l'installation électrique en l'état « peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion » ;
- tel que signalé au point de contrôle n°4 supra, le site est très fortement empoussiéré.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit se conformer à l'arrêté de mesure d'urgence du 10 décembre 2024 en cessant immédiatement toutes activités.

L'exploitant doit transmettre, en justifiant de l'expérience et les compétences du prestataire retenu, avant d'envisager la reprise des activités :

- le plan de localisation des risques avec les zones explosives identifiées dans une nouvelle étude de danger ;
- la démonstration que les dispositifs et installations sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 ;
- un rapport concluant que les installations électriques ne peuvent être à l'origine d'un incendie ou d'une explosion ;
- la justification de la mise en œuvre des opérations périodiques de dépoussiérages avec une périodicité plus soutenue afin d'éviter de créer une atmosphère explosive.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Amende